

# LA TERRE EST À NOUS !

## Témoignages de paysan.ne.s en lutte à Bure



*En Meuse, dans ce territoire pourtant hostile à toutes mobilisations collectives, gangréné par l'agro industrie et les querelles foncières, des paysans et paysannes ont décidé de s'engager pleinement contre le projet de poubelle nucléaire CIGEO.*

*Lors de l'occupation du bois Lejuc, juin 2016, certains ont fourni des légumes ou du matériels de construction aux habitants de la forêt. D'autres ont dormi sur les barricades et repartaient à quatre heures du matin pour la traite. Un agriculteur du coin a bloqué la route communale avec son tracteur, mettant en danger son outil de travail. Dans la moiteur de l'été, écrasé par le soleil, il y avait comme une brise légère. Le vent chaud d'une jacquerie populaire face aux aménageurs.*

## **« Le désert agro industriel a conduit à la poubelle nucléaire »**

**Romain**

« Ce qui me pousse à la révolte ici à Bure, c'est la résignation. Le besoin de me lever face à l'indifférence. Ce projet titanesque nous écrase et nous dépasse : 130 ans d'exploitation, un coût estimé à 35 milliards, des déchets radioactifs pour des dizaines de milliers d'années. On se sent impuissant devant tant de démesure.

Cela fait écho à l'histoire de la paysannerie. Marquée par les humiliations et le renoncement. On est victime de grands projets industriels - aéroports, autoroutes - souvent inutiles et imposés, et par les directives productivistes de la PAC. Tout a été fait pour que les paysans disparaissent ou qu'ils soient transformés en agri manager. Quand tu ne rentres pas dans le cadre, tu es considéré comme un petit. Tu manques d'ambitions.

Avec l'Andra, c'est la même chose. Si tu ne suis pas le chemin qu'elle trace, on te met la pression. On t'harcèle. Elle fait circuler des rumeurs. Elle attise les tensions. Un jour, elle appelle les agriculteurs pour dire que les opposants à CIGEO vont brûler leurs ballots de pailles. Un autre moment, elle menace un agriculteur impliqué dans la lutte en lui faisant comprendre que la Safer ne renouvellera pas ses baux précaires.

Les paysans sont isolés dans leur tractation avec l'agence qui colonise peu à peu le territoire. Son appétit est sans limite. Elle détient maintenant 1000 ha de foncier agricole et 2000 hectares de forêt. Depuis septembre, 300 ha ont été retirés de l'usage agricole pour faire des fouilles archéologiques préventives, sans autorisation légale. Ce sont désormais des friches.

CIGEO n'aurait pas pu s'implanter ailleurs. C'est le désert agro industriel qui a conduit à la poubelle nucléaire. Dans la région, les agriculteurs sont seuls, dépendants de filières longues, surendettés. Ils ont perdu leur autonomie et sont incapables de protester.

L'Andra joue les grands seigneurs et cherche à se rendre indispensable, avec des velléités centralisatrices. Tout doit désormais passer à travers elle. Les villages se meurent, mais elle veut créer une superette au sein de son laboratoire.

On pourrait imaginer un autre avenir : pas des mornes monocultures céréalières mais des productions locales, pas de système de distribution standardisé mais des circuits-courts. L'agriculture ne se résume pas à des boîtes de conserve ou des produits industriels, elle peut être vivante et permettre la rencontre autour d'un étal, de la confiance, du lien social.

C'est le sens de notre action ici, retrouver du collectif. On a fait des semis sur les terres appropriées par l'Andra cette année. On souhaite

aussi organiser des marchés. L'occupation de la forêt est le prolongement de ces mobilisations pour montrer que le territoire reste toujours en vie ».

## **« On défend la terre nourricière contre le béton » Marie-Jeanne et Christian**

« Cela fait cinq ans que l'on vient en Meuse pour s'opposer au projet CIGEO. Nous sommes faucheurs volontaires et syndicalistes à la Confédération paysanne. On a participé en 2010 à la grève de la faim lors de l'occupation de la maison du lait à Paris et en 2014 pour défendre les petites fermes. Nous habitons en Alsace, dans les Vosges sur le plateau des Hautes Huttes. Notre fille a repris l'exploitation. Dans notre vie, on s'est toujours battu. Avec notre petit élevage de montagne, nous étions hors norme.

C'est important pour nous de montrer que la lutte à Bure est liée aux questions paysannes. Ici, on défend la terre nourricière contre le béton. Une fois que c'est bétonné, c'est fini, on ne peut plus revenir en arrière. Tant que la terre reste de la terre, il y a un espoir. Dans la région, elle est aux mains des grands céréaliers mais elle pourra revenir un jour aux paysans.

Si le projet CIGEO aboutissait, des centaines d'hectares de terres agricoles disparaîtraient et les derniers céréaliers seraient eux-mêmes

condamnés : qui voudrait acheter un grain susceptible d'être empoisonné ? Le territoire risque de se transformer en désert.

Voir la forêt de Mandres-en-Barrois grillagée et surveillée par des vigiles nous a beaucoup heurté le mois dernier. On ne pouvait imaginer qu'elle devienne « la zone des puits » qui aérerait les galeries souterraines remplies de déchets radioactifs. La forêt est un lieu vivant, un bien commun utilisé depuis toujours par les paysans : Elle sert de vaine pâture pour les cochons et les vaches. On ramasse le bois. C'est autant un complément de revenu pour les agriculteurs qu'un espace de liberté.

Avec l'occupation de la forêt, on avait l'impression de participer à une nouvelle forme de résistance. On a apporté notre aide de notre manière. Les paysans assurent d'abord un soutien logistique et matériel. Il faut bien que les occupants mangent ! On a collecté de la nourriture auprès des réseaux agricoles, des caisses de courgettes, de choux rouges, de concombres. Un copain paysan boulanger fournissait les invendus de son marché, un autre, maraîcher, ses excédents. Chacun donne en fonction de ses moyens.

C'est drôle comment ces moments de solidarité nous ramènent à notre rôle premier. Les paysans existent pour faire à manger pas pour vendre. Beaucoup de personnes que les occupants n'imaginent même pas sont derrière eux. Ils ne

peuvent pas se déplacer sur le terrain mais ils nourrissent la lutte.

Nous les paysans, on n'abandonnera pas ce combat. Quand on commence un travail on le finit. Tu ne fauches pas ton champ sans ensuite le faner et stocker le foin. Ca ne veut pas dire que tu auras forcément un gain au bout, mais tu le fais par respect pour la nature.

Pendant ces trois semaines d'occupations, grâce aux fêtes, aux banquets, on a planté des graines, on a ancré la résistance. Mais nous ne pouvons pas forcer les saisons. Il faudra être patient, on récoltera ce que l'on a semé dans les prochains mois. La lutte contre CIGEO va s'inscrire dans la durée ».

## **« Les paysans sont les premières victimes de la répression »**

**Jean Pierre**

Je suis né à Cirfontaine, à dix kilomètres de Bure. Mes parents étaient éleveurs, 730 traites et 365 jours par an. Je suis devenu céréalier à cause de la conjoncture même si l'élevage me manque. Les trains qui transporteront les déchets nucléaires passeront à quelques centaines de mètres de la ferme familiale.

Ici, l'Andra agit comme un rouleau compresseur. Elle a accentué la désertification du territoire. Pour l'agence, c'est plus facile de négocier avec dix personnes qu'avec cent. Elle favorise les

restructurations et les agrandissements. Son but est de nettoyer et pacifier le terrain avec des échanges amiables pour éviter les procédures longues d'expropriation comme à Notre-Dame-des-Landes. Elle favorise les grands exploitants.

En 2012, ils ont voulu amputer ma ferme. J'étais en location. Ils ont proposé d'acheter la terre au propriétaire, j'ai eu 60 jours pour purger mon droit de préemption : Soit je perdais la moitié de ma surface, 70 hectares, soit je la rachetais mais à la valeur fixé par l'Andra. Le double du prix du marché.

Dans la région, avant leur politique d'acquisition, le prix tournait autour de 2500 euros l'hectare. Maintenant, il dépasse les 5000 euros. Certains en ont profité et sont partis.

J'ai décidé de garder ma ferme. Je voulais rester maître de la situation, ne pas casser mon outil de travail. Mais ça a été dur. Ces affaires minent le moral, impactent ton intimité. Je suis divorcé depuis 2014.

Je n'ai plus grand-chose à perdre. Je suis complètement solidaire de l'occupation du bois Lejuc. J'ai apporté ma bétailière et garé mon tracteur à la lisière pour bloquer l'accès de la forêt. Après l'expulsion, jeudi 7 juillet, mon matériel a été saisi par le Tribunal de Grande Instance de Bar-le-Duc. Les paysans sont les premières cibles de la répression. En tant qu'habitant je suis facilement identifiable et suis susceptible de poursuite. Mais

j'assume cette situation. Je dis tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Je vais prendre mon bâton de pèlerin pour porter cette parole auprès des agriculteurs.